

Lechangementalisme

Si j'étais



Introduction générale

Deux millions trois cent quarante cinq mille kilomètre carré (2345000 km²), soixante millions d'habitants (60.000.000), la République Démocratique est un géant au cœur de l'Afrique. Cependant, à y regarder de près, la désillusion et à la dimension des espoirs qu'avaient suscité l'indépendance de ce pays. L'on reste nostalgique lorsque l'on écoute la célèbre chanson de feu Joseph KABASELE, « Indépendance Tcha Tcha », et l'on perçoit avec beaucoup de regret l'étendu de l'échec ; l'échec d'un Etat, l'échec d'une nation. Si le Congo devait s'arrêter là où il se trouve aujourd'hui, les sacrifices de Lumumba, MPOLO, OKITO, KIMBA et autres Kabila, n'auraient servi à rien.

En effet, tous les rêves étaient permis à ce pays immense comme quatre vingt fois la Belgique, aussi riche de par son sous sol, que l'Angola, le Congo Brazzaville, le Gabon et la Guinée Equatoriale réunis. Nos pères rêvaient d'un grand Congo, super

puissance au cœur de l'Afrique, un genre de Chine de l'Afrique. Il est vrai que le Congo inspire à la démesure, tant ses richesses sont variées et en grande quantité, présent dans le top 10 des réserves mondiales du diamant, du cuivre du cobalt et de l'or, puissance culturelle de l'Afrique, sa musique fait danser tout le continent. Joseph KABASELE, AFRIZA, TP OK JAZZ dans les années soixante dix, ZAIKO, PAPA WEMBA, KING KESTER EMENEYA, KOFFI OLOMIDE, dans les années quatre vingt, QUARTIER LATIN du même KOFFI OLOMIDE, WENGÉ MUSICA, dans les années quatre vingt dix et deux mille, et depuis peu, FELIX WAZEKWA, FALLY IPUPA, GOLA FERRE, DIDIER LACOSTE semblent être les héritiers de cette culture musicale congolaise moderne, qui unifie l'Afrique. Ses capacités agricoles et halieutiques sont également exceptionnelles.

Autant dire que la situation actuelle du Congo est un vrai paradoxe kafkaïen.

Mais tout n'est pas perdu car depuis la tenue des élections générales en 2006-2007 et 2011, les bases pour l'édification d'une nation riche et prospère sont établies. La démocratie, combat décennal de notre peuple a pris son envol.

Premier Président démocratiquement institué depuis l'indépendance, le chef de l'Etat Joseph Kabila est dorénavant confronté à une mission titanesque, proche des douze travaux d'hercule. Le Congo dans

son entièreté est à reconstruire. Après trente années de Mobutisme et dix ans de guerre, le bilan est alarmant : des institutions déliquescents, un espace géographique éclaté, un Etat affaibli par l'absence de consensus permanent entre les acteurs politiques, des infrastructures scolaires et sanitaires détruites, une économie exsangue. Pire, des conflits armés téléguidés par les pays limitrophes, ont fini de déstructurer le Congo qui se retrouve plongé dans le chaos et l'insécurité au point qu'on ne se tromperait pas si on le rangeait aujourd'hui dans la catégorie des failed States, ces Etats en faillite ou simplement déliquescents.

Le Président de la République doit pouvoir dans un délai de temps raisonnable, tant les problèmes se posent avec acuité,

- Réunifier une nation gangrenée par les clivages ethniques. N'oublions pas cette menace lancinante de la balkanisation du Congo, renforcée par l'émergence d'une fracture géographique entre l'Est et l'ouest du pays, avatars d'un processus électoral douloureux qui laisse la nation congolaise convalescente dans ses fondements ;

- Mettre fin à la guerre, car avec plus d'un million de déplacés, la situation humanitaire dans l'Est de notre pays est catastrophique. Ceci passe également par l'édification d'une armée à la dimension du grand Congo ;

- Relancer l'économie dans le but de répondre à

l'urgence sociale. Sur les 60 millions de Congolais, plus des trois quarts vivent sous le seuil de la pauvreté fixé à 1 dollar par jour. L'espérance de vie est globalement de 43 ans, la fonction publique première pourvoyeuse d'emplois offre des salaires inférieurs à 70 dollars, Mbudi* se faisant toujours attendre. Les Hôpitaux sont des authentiques mouvoirs, pendant qu'au moins 1000 personnes décèdent chaque jour des suites de maladies ou de malnutritions. Le niveau de scolarisation dans l'enseignement primaire ne dépasse guère le 50%, dans le même temps seulement 30% de ces enfants parviennent au secondaire. Sur l'ensemble du territoire, seulement 10% de la population a accès à l'eau potable tandis que moins de 5% bénéficie de l'électricité ;

- Maitriser les dérapages économiques et structurer le secteur informel qui représente 80% de l'économie nationale ;

- Rendre effectifs les atouts de la RDC. Le barrage d'Inga pourrait alimenter l'ensemble du continent grâce à son immense potentiel hydroélectrique, mais en réalité, ce barrage situé dans l'ouest de notre pays le long du fleuve, tourne au ralenti faute d'entretien et d'une politique de gestion économiquement viable. Plus bas, le port de Matadi pourtant principale source d'entrée de l'OFIDA, elle-même principale ressource du budget de l'Etat, ne répond plus aux besoins du Congo en matière de fret maritime, à cause premièrement de la mauvaise gestion et du manque

d'équipement. Les concessions minières sont délibérément sous-évaluées, exonérations fiscales fantaisistes, exportations frauduleuses de minerais à grande échelle vers la Zambie ou la Tanzanie, la commission LUTUNDULA a évalué à 10 milliards de dollars les pertes que ce pandémonium qu'est devenu la RDC, occasionne à l'Etat ;

Mettre fin aux contrats léonins. Le scandale du bradage de la GECAMINES raisonne encore mal dans les consciences des congolais. Cette société minière nationale, a été pendant longtemps, le fleuron de l'économie Congolaise, dans les années 1970-1980, elle produisait 400.000 tonnes de cuivre par an et assurait 60% des recettes de l'Etat. Aujourd'hui elle peine à produire 17000 tonne l'an, et ce malgré ses multiples joint-ventures avec des sociétés étrangères. La MIBA, autre pilier de l'économie nationale, présente également un besoin profond de restructuration car sa production est passée de 18 millions de carats en 1960 à 6 millions aujourd'hui.

Face à tous ces enjeux, la relativement bonne tenue des élections n'a constitué qu'un pas vers la résolution de la crise de légitimité politique, mais à terme le vrai défi reste l'instauration d'un vrai modèle démocratique assis sur un véritable Etat, fort et rassurant pour l'ensemble du peuple.

Mû par la volonté citoyenne de contribuer au redécollage de notre pays, notre réflexion est un catalogue de pistes de solutions pour faciliter la

remise sur les rails du Congo. Dans une optique prospective nous présentons, ce que modestement nous ferriions, si nous étions à telle ou telle fonction. Tout d'abord dans le premier chapitre nous établissons les bases idéologiques qui sous-tendent nos convictions politiques et qui orientent de fait nos positions. Nous parlons donc à travers une prémisse de réflexion sur le Change mentalisme, idéologie que nous créons, de la vision que nous avons de l'Etat, de la nation, de la culture, des dirigeants, et des citoyens. Dans le second chapitre, Si j'étais Président de la République, nous présentons une vision change mentaliste du Congo à travers un projet de société simplifié, pour sa renaissance. Dans le troisième chapitre, si J'étais Ministre de la défense, nous menons une réflexion pour l'édification d'une armée nouvelle, change mentaliste, donc à l'image de ambitions que nous avons pour le Congo. Dans le Chapitre quatrième, si j'étais Gouverneur de la Banque Centrale, nous menons une réflexion sur les reformes qui nous paraissent essentielles à un fonctionnement plus efficace de la Banque Centrale. Enfin, le chapitre cinq, si j'étais ministre en charge de la reforme des entreprises publiques ou de la privatisation, est une réflexion sur la problématique, privatisation et performance, et sa relation avec la création d'une bourse des valeurs en RDC.

Loin d'être un simple exposée descriptif, notre propos va s'articuler tantôt dans la polémique

politicienne, tantôt dans l'analyse scientifique, car nous sommes d'avis qu'après cinquante quatre ans d'indépendance, notre pays mérite des dirigeants suffisamment habillés du savoir pour être à même de maîtriser aussi bien les aspects pratiques liés à la gestion quotidienne de l'Etat, que les considérations théoriques qui les engendrent, car sans théorie il n'y a pas de bonne pratique, tant il est vrai qu'avec des recettes l'on ne peut résoudre que des problèmes simples. Si j'étais : prémisse de réflexions sur le change mentalisme.

Chapitre 1

Prémisses de réflexion sur le Change mentalisme

« Je pense donc je suis... »

René Descartes

Introduction

La renaissance du Congo et de son peuple est un vaste chantier dont il est certain qu'aucun groupe, aucun individu et même aucun parti ne peut prétendre, à lui tout seul, mené à son terme. Proposer des pistes dans ce sens, c'est en réalité apporter sa modeste contribution à une œuvre qui doit être perpétuelle, à un chantier sur lequel les ouvriers se relayent, sans jamais pouvoir définitivement livrer l'œuvre.

C'est l'objectif que poursuit cette réflexion. En effet comment permettre le redécollage d'un Etat et d'un peuple dont l'immensité et la grandeur n'ont

d'égal que le désarroi et la misère dans lesquels l'ont plongé plusieurs décennies de colonisation, relayées par un demi-siècle de gestion politique et économique des plus hasardeuses, Comment redonner de la fierté à des Congolais dont le pays est aujourd'hui synonyme de désordre, de chaos, de guerres civiles, de pillages et de pauvreté extrêmes ?

Il est évident que l'analyse, même sommaire, de la situation de la République Démocratique du Congo laisse apparaître des évidences. D'abord que les maux qui le minent appartiennent aujourd'hui à une sorte de patrimoine commun de l'Afrique au sud du Sahara ; ensuite que leur résolution passe nécessairement par un changement radical des pratiques, des mœurs et des mentalités tant au niveau de la gestion de l'appareil étatique, qu'au niveau de l'éducation de la population. C'est cette nécessité de changement que nous avons baptisé « Le change mentalisme ». Mais qu'est ce donc ce néologisme, certains diraient barbarisme ? S'agit-il d'une simple expression destinée uniquement à attirer l'attention du lecteur, sans véritable contenu différent par rapport aux expressions qui lui sont voisines et de qui il tire assurément son essence ? S'agit-il d'une espèce de mode qui pousse les hommes politiques à employer des formules vides de sens ? Ou s'agit-il d'un véritable concept, nouveau, dont il faut alors éclaircir les contours ?

En réalité, si la notion de « Change mentalisme » induit indiscutablement l'idée d'un changement, elle

s'en distingue non pas sémiotiquement, ni même ontologiquement, mais d'un point de vue objectif. Derrière l'idée de « Change mentalisme », se greffe en réalité, tout un programme et toute une action et même toute une philosophie. Si le changement est une nécessité pratique, le « Change mentalisme » est à la fois cette nécessité et l'état d'esprit des acteurs de ce changement. Autrement dit, alors que l'idée d'un changement peut être regardée comme ponctuelle (changement de gouvernement, changement des mentalités...), le Change mentalisme suppose à la fois une rupture avec le passé à l'origine de la situation désastreuse actuelle, mais aussi une recherche perpétuelle de l'évolution des comportements et une traque permanente des maux qui minent la société. Si la société congolaise pour sortir de l'ornière actuelle doit opérer un changement radical, ce changement doit l'habiter profondément pour qu'elle puisse se relever totalement. C'est ce que suppose le change mentalisme.

La notion ainsi explicitée, il reste maintenant à savoir comment l'idéologie qu'elle sous-tend entend œuvrer pour une nouvelle dynamique au Congo. Mais avant, il nous paraît nécessaire de fixer le cadre général de notre réflexion.

D'essence congolaise, l'idéologie « change mentaliste » qui est le socle de l'approche que nous avons des problèmes du Congo et des moyens de les résoudre n'en a pas moins une portée plus vaste, une

portée africaine. En effet, au-delà des différences réelles qui existent entre les peuples au niveau de leurs us et coutumes, par exemple entre les bushmen d'Afrique australe, les bantus d'Afrique centrale, les peuls d'Afrique occidentale ou les masais d'Afrique orientale, il est évident qu'il y a des similitudes importantes entre les pays dans lesquels vivent ses différents peuples. Ces similitudes sont le fruit d'une communauté d'histoire, d'un vécu contemporain qui offre aujourd'hui une base d'extension crédible de toute approche qui aurait réussi dans un des pays à tous les autres. Et cette nécessaire extension ne tient pas compte uniquement de l'aspect fonctionnel et politique de la gestion des Etats, mais va plus loin pour intégrer les aspects mêmes les plus intimes de la vie de la population et de chaque peuple. Cela se justifie par deux séries d'éléments qui semblent avoir frappé les peuples africains de manière presque identique, au point d'être le fondement des différents maux qui minent le Continent et ses Etats.

Il y a d'abord, la vassalisation comportementale, conséquence de l'histoire de ce continent, caractérisée par l'esclavage, la colonisation, et aujourd'hui le néocolonialisme dont la technique bien que sournoise n'en est pas moins pernicieuse. Se traduisant par une espèce de soumission et par une capitulation presque définitive face au combat de l'existence nationale, elle a eu pour l'Afrique, et de manière révélatrice pour le Congo, l'effet d'un frein à toute possibilité de développement. Car la prégnance de ce lien de

vassalité à permis la pérennisation d'une sorte de domination de l'occident sur l'Afrique. Or, l'histoire de l'humanité et des nations nous apprend qu'aucune nation soumise n'a pu prospérer pour ses propres intérêts au détriment de ses dominateurs. Comment alors imaginer que le Congo et l'Afrique d'une manière générale puissent échapper à cette vérité implacable ?

Il y a ensuite, et corrélativement à cela, un complexe culturel provoquant une sorte d'échec constaté de l'adaptation des nos réalités culturelles aux impératifs du monde moderne. Et sur point encore, la vérité historique paraît indépassable : à la base du développement de tout peuple, se trouve indiscutablement un fondement culturel fort. Cela a été démontré par la prospérité des empires coloniaux dont la pénétration dans les régions colonisées a été à la fois économique et culturelle. Cela l'a encore été avec l'hyper domination américaine fondée sur une assise culturelle et un fondement nationaliste puissant. Plus près de nous, La Chine et le Japon sont des exemples d'adaptation culturelle réussie, dans la mesure où, ces pays ont su concevoir une organisation sociétale qui tout en étant moderne, n'en reste pas moins le miroir objectif de leurs cultures respectives. La conséquence directe a été la domination dans les années 70-80 des milieux d'affaires par le Japon, et l'ensemble des pays développés se voyaient obligés par cette réalité

d'apprendre le japonais et même la culture japonaise pour être bien positionnés dans ce créneau. De nos jours, la Chine dégage la même fascination.

Au cœur de cette affirmation se trouve l'idée de la revalorisation scientifique impérieuse des langues congolaises et africaines, car la langue est le miroir le plus fidèle des cultures humaines. Mieux, nous pouvons extrapoler notre induction précédente et dire qu'aucune nation ne s'est développée avec une langue qui lui était étrangère. Les raisons de l'importance de la culture dans le processus de développement viennent du lien existant entre besoin, savoir et culture. Les besoins d'un peuple conditionnent sa recherche du savoir qui dans sa transmission générationnelle crée la culture. Autrement dit, si nos besoins sont limités, notre savoir l'est aussi, et notre culture se trouve appauvrie et incapable de résister ou même de s'adapter aux contraintes extérieures. C'est à notre avis ce qui est arrivé aux cultures africaines qui, faibles, ont été incapables de s'adapter au monde moderne. La conséquence de cette réalité est le délitement du lien entre besoin, savoir et culture justement. C'est précisément ce constat qui explique la situation de l'Afrique qui, malgré sa volonté apparente, semble condamnée à tourner en rond, dans un système dont la cohérence contraste fortement avec l'anarchie conceptuelle du vécu quotidien des africains.

Face à ce constat, le « *Change mentalisme* », *néologisme* idéologique et projet de civilisation, sous entend une révolution mentale dans la conception

que le congolais doit avoir de son appartenance à la nation congolaise ; Nous devons substituer à la passivité citoyenne l'activisme citoyen vu comme volonté permanente d'agir et de réagir pour le Congo. Ceci passe par un affranchissement mental non arrogant, mais conçu et préparé pour positionner le Congo et même L'Afrique au diapason de l'Universalité, dans sa dimension compétitive, consumériste et existentielle. Le défi étant d'arrimer nos nouveaux besoins à nos savoirs multiformes actuels et futurs afin de créer un modèle congolais d'existence moderne, reflet de notre être profond.

Autrement dit, l'idée d'un « *Change mentalisme* » comme socle de l'émergence d'un nouveau Congo et d'un nouveau peuple congolais ne peut prendre corps que si elle est intégrée à toutes les dimensions de la nation : l'Etat en tant qu'appareil institutionnel et administratif, la société en tant qu'ensemble de la population et la politique en tant que mode d'éducation et de création des sens.

C'est pourquoi, dans une perspective à la fois analytique et critique, et en tenant compte de la réalité contextuelle du Congo, il nous faut maintenant expliciter le lien entre le « *change mentalisme* » et ces différentes dimensions.

1. Le change mentalisme et l'Etat

L'observation de la situation actuelle du Congo

conduit nécessairement à la conclusion que tout redressement de l'Etat ne peut passer que par une redynamisation de ses composantes à la fois philosophiques et matérielles. En effet, dans tous ses éléments constitutifs, au sens donné en droit à cette notion, l'Etat congolais est atteint d'une espèce de léthargie et les fondements de son effectivité se trouvent aujourd'hui totalement contestés. Avec une souveraineté de toute part ébranlée, le Congo a vu petit à petit se déliter le lien national forgeant l'identité de tout Etat avec pour conséquence majeure, une gouvernance hasardeuse et aux résultats néfastes.

C'est dans ce chaos indescriptible que nous entendons proposer tout d'abord une redynamisation de tous ses éléments afin de renforcer à la fois l'intégrité de l'Etat, la fierté d'être congolais et la nécessité d'œuvrer pour une bonne gestion des ressources de l'Etat.

Le Congo ne peut avancer que par une réappropriation de sa souveraineté, par une reconstruction du lien national et par une nouvelle forme de gouvernance plus solidaire et plus responsable.

1.1. La Souveraineté

A ce niveau, *Le change mentalisme* suppose une conception inaliénable de la souveraineté. L'Etat est traditionnellement défini comme l'existence d'un territoire, d'une population, d'un pouvoir institué

ayant une capacité de commandement effective, et d'un type d'organisation et domination politique spécifique, dont les fondements se retrouvent dans la plupart des grandes civilisations humaines (Chine, Egypte, Grèce)¹. Au cœur du *change mentalisme* se trouve donc, la construction d'un Etat fort, dont la légitimité est indissociable des concepts d'autorité et de droit. Cet Etat Congolais moderne, devra selon la formule de MAX WEBER, disposer du monopole de la contrainte physique légitime dans son domaine territorial. Il devra l'assumer suivant des principes politiques démocratiques et des normes de procédures qu'aucune autorité n'est en droit de lui contester. Dans cette perspective le nouvel Etat congolais, refondée sur l'esprit *change mentaliste* sera la figure centrale de la politique, l'instance vers laquelle converge la loyauté des citoyens, l'expression institutionnelle de la solidarité nationale. Ce nouvel Etat *change mentaliste* aura une conscience agissante de sa responsabilité dans l'ordre politique, il défendra la paix civile et supervisera les modes de régulation économique sans interférer dans l'activité économique, sinon comme simple agent. Bien évidemment, la *change mentalisation* étatique suppose la responsabilisation de l'Etat quant à la gestion des relations avec les pays étrangers, avec pour vision l'instauration d'une nation puissante et pivot au cœur de l'Afrique.

¹ Pierre de Sernarclens, « Mondialisation, Souveraineté et théories des relations internationales », Armand Colin, 1998, p. 5.

Ainsi conçu, l'Etat Congolais aura les armes lui permettant d'assurer sa souveraineté. Le droit international public définit la souveraineté comme la prérogative de n'importe quel Etat d'instaurer ses propres dispositions constitutionnelles et de se doter d'un gouvernement agissant en accord avec ces dispositions fondamentales. Ce principe est inscrit dans la charte de l'organisation des Nations Unies (ONU) qui affirme, à son article 2, l'égalité souveraine des Etats. Ceci suppose que leur personnalité juridique, leur intégrité territoriale et leur indépendance politique doivent être respectées par les membres de la communauté internationale. Ce principe est certainement le principe qui a été le plus réaffirmé dans les résolutions de l'ONU et revêt ainsi une valeur inestimable pour tout Etat digne de ce nom.

Le *Change mentalisme* postule la primauté de la souveraineté dans le vécu de tout Etat car en réalité, sans elle l'Etat n'existe pas. A ce propos, Olivier Beaud affirme parlant de la souveraineté interne d'un Etat : « La souveraineté interne, qui signifie la domination à l'intérieur du territoire, présuppose la souveraineté internationale qui exclut le pouvoir dominant d'un Etat tiers, de même que la souveraineté internationale implique la souveraineté interne pour pouvoir être effective* ».

Pour la vision *change mentaliste* de l'Etat, le principe de la souveraineté étatique est intrinsèque à l'ordre politique contemporain et à l'existence